



WWF

N°4

2017

FORÊTS VIVANTES

La lettre du WWF France sur les forêts



Cette publication est conçue pour être diffusée par voie électronique et lue à l'écran (Mode Plein écran)

A la une



L'AVENIR DES FORÊTS

Entretien avec Alistair Monument, nouveau directeur international du programme forêt du WWF.

A quel point les forêts sont-elles essentielles dans nos vies aujourd'hui ?

Les forêts représentent une part essentielle de notre vie quotidienne, de l'air que nous respirons à la chaise sur laquelle nous sommes assis. Des forêts protégées, restaurées et bien gérées fournissent un grand nombre de services écosystémiques vitaux. Les forêts sont par exemple des puits de carbone et aident à atténuer le changement climatique en absorbant et en stockant le dioxyde de carbone.

Se mobilise-t-on suffisamment pour les forêts ?

Les objectifs de développement durable (ODD), l'accord de Paris, le défi de Bonn et les autres engagements environnementaux globaux démontrent l'impossibilité d'ignorer les menaces climatiques qui pèsent sur le monde aujourd'hui. Sauvegarder les forêts sera une part importante de ces efforts.

Pour répondre à leurs engagements, il est crucial que les gouvernements donnent la priorité à la protection, la gestion et la restauration des forêts. Le secteur privé a également un rôle déterminant à jouer. Les engagements zéro-déforestation de certaines des plus grosses entreprises au monde sont des signes encourageants pour stopper la déforestation et la dégradation des forêts : elles doivent se transformer en actions concrètes sur le terrain.

L'engagement individuel a-t-il du sens ?

Depuis les peuples indigènes aux consommateurs, quel que soit l'endroit du monde où ils se trouvent, les gens sont les principaux gardiens des forêts.

Dans les pays riches en forêts, les communautés locales ont besoin d'outils pour développer leurs ressources sans détruire les forêts. Le WWF travaille étroitement avec les

peuples indigènes et les communautés locales dans le monde. Le but est de renforcer leur participation aux différents processus de décision et que soient reconnus leurs droits fonciers.

Un bon exemple est celui du programme de réduction des émissions de carbone à Mai-Ndombe en République Démocratique du Congo. Il s'agit du premier programme juridictionnel REDD+ de grande envergure, et le plus grand projet de conservation d'un paysage forestier jamais réalisé en Afrique. Le WWF a été impliqué depuis 2010 afin d'encourager un processus participatif ouvert et transparent, et renforcer les capacités de la société civile. Pour en savoir plus sur ce programme : [cliquez sur ce lien](#).

En France, comment les consommateurs peuvent-ils aider ?

Les consommateurs doivent être les défenseurs des forêts. Ils peuvent faire des choix simples pour réduire la pression d'exploitation. Cela inclut les économies de papier et le recyclage, l'achat de produits certifiés par le Forest Stewardship Council (FSC) qui assure que le bois provient réellement d'une forêt bien gérée, l'interpellation des responsables politiques pour bannir le bois illégal, et enfin l'utilisation de leur pouvoir d'achat pour inciter leurs marques favorites à s'engager dans une politique "zéro déforestation".

Sauver les forêts et notre planète va nécessiter un soutien global et nous avons besoin de TOUT LE MONDE – gouvernements, entreprises ou consommateurs. Ensemble, nous pouvons construire un futur avec de vastes forêts résilientes, et qui bénéficient au climat et à la faune autant qu'aux humains.

Pour aller plus loin en 1 clic →

→ PROTÉGER LES HAUTS LIEUX

L'ACTION EN QUELQUES MOTS

Les forêts à haute valeur de conservation, intactes ou particulièrement riches en espèces menacées ou endémiques, constituent des "hauts lieux". Leur protection est une priorité. Derrière de grandes espèces charismatiques et lieux emblématiques se cachent l'extraordinaire biodiversité des forêts.

Guyane



Une plateforme pédagogique sur l'orpaillage illégal

Sur le Plateau des Guyanes, notamment en Guyane française, les impacts de l'orpaillage illégal se font ressentir autant sur l'environnement que sur les communautés autochtones vivant des ressources et de la biodiversité amazonienne.

139
sites illégaux actifs ont été recensés en 2016

de 24% durant l'année 2016 et que 139 sites illégaux actifs y ont été recensés. Si toutes les communes du sud de la Guyane sont concernées par cet important facteur de dégradation des forêts guyanaises, le constat le plus terrible concerne la commune de Maripasoula, frontalière avec le Suriname. On y a recensé une hausse de 100% du nombre de chantiers illégaux actifs depuis six mois, avec 91 sites observés en novembre 2016.

Pour mieux sensibiliser sur les enjeux, le 21 mars 2017 dernier lors de la journée internationale des forêts, le WWF Guyane a lancé une plateforme internet illustrant les différentes conséquences de l'orpaillage illégal,

Selon l'administration du Parc amazonien de Guyane (PAG), qui a récemment fêté ses 10 ans d'existence, le fléau de l'orpaillage illégal au sein de son territoire n'a jamais été aussi important, puisqu'il a augmenté

depuis la destruction de milieux naturels à la propagation du paludisme, jusqu'aux impacts sur le tourisme ou encore sur la sécurité des communautés locales.

Pour le WWF, le maintien d'un dispositif de lutte renforcé ainsi que la mise en place réelle d'une coopération avec les pays voisins sont des éléments indispensables pour permettre de réduire la pression de l'orpaillage illégal sur la population guyanaise et sur une biodiversité unique. ■



Pour en savoir plus en 1 clic →

Europe



Sauver les dernières forêts matures

Wild Europe et ses partenaires organisent une conférence sur la protection des forêts anciennes et matures européennes (*conference for protection of old growth forest in Europe*). Les bureaux WWF de plusieurs pays, dont la France bien sûr, y participeront activement. Une stratégie européenne d'actions du WWF sur le sujet est par ailleurs actuellement en discussion. Cette conférence aura lieu les 13 et 14 septembre 2017 au Comité des Régions de l'UE à Bruxelles. L'objectif principal sera de souligner la valeur patrimoniale exceptionnelle des dernières forêts anciennes et matures de l'Europe (Ukraine et Russie européenne comprises), d'attirer l'attention sur les menaces qui les mettent à mal encore aujourd'hui (dont l'exploitation industrielle à des fins d'énergie) et enfin de développer de façon participative une stratégie européenne et un plan d'action coordonné sur le sujet. ■

↓ Forêt mature protégée de Retezat (Roumanie)



© D. Vetter

→ RESTAURER LA BIODIVERSITÉ

L'ACTION EN QUELQUES MOTS

Certains territoires sont aujourd'hui écologiquement dégradés et leurs forêts contribuent de moins en moins au bien-être de leurs habitants. Plus que jamais, la restauration des forêts dégradées est une entreprise stratégique, mais ô combien difficile.

Nouvelle-Calédonie



Des parrains aux petits soins de la forêt sèche

Depuis 2009, le WWF s'investit sur le mont Ouen Toro, une des deux seules aires protégées de forêt sèche du pays, située au cœur de Nouméa. La forêt sèche du territoire ne couvre aujourd'hui plus que 2% de son aire de répartition originelle. Bien que faisant l'objet d'un programme de protection et de restauration porté par le Conservatoire d'Espaces Naturels de Nouvelle-Calédonie, la forêt sèche subit encore des menaces dues aux incendies, à l'urbanisme, aux espèces envahissantes, ou encore aux activités de loisir non canalisées.

Le WWF mobilise régulièrement l'énergie citoyenne pour réaliser des plantations d'espèces natives ou des opérations de lutte contre les espèces envahissantes. Fortes de leur succès, ces plantations attirent de plus en plus de monde. Mais ces petits plants ont besoin d'aide pour gagner la course au soleil et à l'eau contre les espèces envahissantes dans un milieu difficile (saison sèche aride, vents forts). De ce fait un entretien régulier est nécessaire, sous forme de débroussaillage, d'arrosage ou encore de regarni (remplacement des plants morts). Mais par qui ?

L'idée a alors germé de confier non seulement une plantation, mais aussi la responsabilité de son succès, à des acteurs de la société civile que le WWF accompagnerait. Le 26 avril 2016, la classe Ulis du collège de Normandie relevait la première le défi avec le WWF. A peine un an plus tard, ce sont 5 parcelles, couvrant plus de 3 000 m² qui ont officiellement été parrainées, et plus de 300 plants sont choyés régulièrement par des associations, des institutions, des scolaires ... Via la promotion de cette forme d'engagement, le WWF espère bien passer à la vitesse supérieure en initiant une véritable mobilisation citoyenne au chevet de la forêt. ■

↑ Dernière marraine en date : l'association paroissiale de St Jean-Baptiste a planté ses premiers arbres le 29 avril 2017 encadrée par les fidèles bénévoles du WWF.

Pour en savoir plus en 1 clic →

Madagascar



Les jeunes se mobilisent pour les mangroves

Les mangroves sont une richesse inestimable pour la biodiversité ainsi que pour les populations littorales. Elles représentent des zones clés pour la pêche. Encore faut-il gérer durablement ce capital naturel, sans le dégrader. C'est là toute l'ambition du projet "Restauration et gestion communautaire des mangroves dans le Manambolo-Tsiribihina" à Madagascar, mené par le WWF depuis 2015 et cofinancé par l'AFD et le WWF France. L'objectif est de restaurer en 3 ans plus de 150 ha de mangroves, d'aider au transfert de gestion de 8 000 ha de mangroves aux communautés locales et de développer des techniques de pêche durable (poissons, crabes).

Le projet mobilise les villageois, mais aussi les jeunes vivant dans la région. Ainsi fin 2016, en une seule campagne, une surface de 46 ha de mangroves a été restaurée grâce à la plantation de 80 000 propagules par le Consortium des Jeunes de Mahery (union de sept associations de jeunes des alentours de la ville de Morondava). Une mobilisation localement sans précédent qui se poursuit en 2017 et qui représente une étape importante de la prise de conscience citoyenne.

La restauration des mangroves contribue à l'amélioration substantielle de la vie des communautés locales : elle reverdit les espaces dégradés, protège la côte et favorise le développement des crabes, crevettes et poissons. Ces ressources halieutiques engendreront des revenus. Dans le paysage Manambolo Tsiribihina, plus de 31 000 ha de mangroves sont gérés par les communautés locales. Les surveillances aériennes ont montré que le taux de déforestation des mangroves a significativement diminué, passant de 88 ha en 2015 à seulement 13 ha en 2016. Ceci grâce, entre autres, à toutes les actions du projet WWF. ■



↑ Plantation participative

Pour en savoir plus en 1 clic →

→ PRODUIRE SANS DÉTRUIRE

L'ACTION EN QUELQUES MOTS

Exploiter des ressources naturelles sans déboiser ni dégrader la qualité des forêts est un impératif. Transformer les règles des marchés, éliminer les activités illégales et promouvoir les certifications crédibles font partie des solutions.

Caoutchouc

Des pneus plus durables

Le 15 mai 2017, General Motors annonçait son engagement pour des approvisionnements en caoutchouc naturel durable pour l'ensemble de ses pneumatiques. L'entreprise devient ainsi le premier constructeur automobile à s'engager dans cette voie.

Michelin, qui est un des fournisseurs de General Motors, avait présenté en 2016 sa politique zéro déforestation et son engagement en faveur d'une filière caoutchouc naturel responsable. Depuis 2016, le pneumaticien français travaille en partenariat avec le WWF pour transformer ses pratiques de culture de l'hévéa, en particulier sur le marché indonésien.



© Michelin

La production du caoutchouc naturel, dont 75% est absorbée par le marché du pneu, demeure à l'heure actuelle une source de déforestation dans toute la région Asie-Pacifique. Elle est également à l'origine d'expropriations et de violations des droits de l'homme. Une gestion durable des exploitations permettrait pourtant de répondre à la demande mondiale tout en préservant des territoires irremplaçables pour la biodiversité, le stockage du carbone et la vie des communautés locales.

Face à ce constat, le WWF appelle tous les acteurs de la chaîne de valeur des pneumatiques, au premier rang desquels les fabricants de pneumatiques eux mêmes et les constructeurs automobiles, à prendre des engagements similaires à ceux de Michelin et de General Motors. Il est urgent qu'ils participent activement à l'émergence d'une plateforme de coopération multi-acteurs visant à agir concrètement pour une culture du caoutchouc naturel respectueuse des humains et des forêts. ■

75% de la production du caoutchouc naturel est absorbée par le marché du pneu

Pour en savoir plus en 1 clic →

Biomasse

Forêt, énergie et climat : un cocktail de dupes ?

Dans le cadre des négociations sur le climat, post accord de Paris, les questions forestières sont cruciales et le greenwashing facile. Quel usage responsable des forêts peut être comptabilisé par les pays de l'UE comme contribuant réellement à la lutte contre le changement climatique ?

Au cœur de la controverse actuelle, la définition pour l'UE du rôle des forêts dans la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, connu sous le nom de code de LULUCF. Ce dernier définit la prise en compte des changements d'utilisation des terres, dont la déforestation ou le reboisement par exemple, mais également l'exploitation des forêts. Ces changements d'usages des terres sont un secteur essentiel pour atteindre l'objectif de l'UE d'ici 2030, à savoir réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'UE d'au moins 40% par rapport à 1990. Dans l'UE, le potentiel d'absorption de carbone par les forêts est fort, même s'il ne peut pas « compenser » les émissions de nos activités.

Voulant faire feux de tout bois, certains lobbyistes sont aujourd'hui très actifs. Ces lobbies que l'on connaît bien en France voudraient que n'importe quelle exploitation de bois devienne par définition, et magie, entièrement verte et neutre en carbone, biomasse-énergie industrielle comprise. A l'instar du Programme National de la Forêt et du Bois (2016-2026), certains voudraient que la politique climat soit la source de subventions pour exploiter plus encore les forêts. Quelle que soit la durée de vie des produits et la durabilité des choix de gestion (coupe rases, reboisement artificiel, etc.). Aujourd'hui, les ONG (dont le WWF) et certains gouvernements prennent clairement position pour une définition plus stricte et ambitieuse pour le climat, limités aux exploitations captant réellement du carbone. La France sera t-elle de ceux-là ? ■



© D. Vialbert

↑ La mégacentrale à biomasse d'Uniper à Gardanne

Pour en savoir plus en 1 clic →



→ PRODUIRE SANS DÉTRUIRE

Bois

Relancer la foresterie durable dans le Bassin du Congo



Les surfaces de forêts certifiées dans le Bassin du Congo n'augmentent plus. Alors que 50 millions d'hectares sont concédés à la production forestière, à peine 5,5 million ont été certifiés FSC au cours des dix dernières années.

Afin de changer ce statu quo, le WWF-France et la FAO ont lancé trois ateliers de consultation des parties prenantes dans trois pays pilotes : le Cameroun, le Congo Brazzaville et la République Démocratique du Congo. Animés par le WWF, l'enjeu de ces ateliers est de permettre une meilleure compréhension de la chaîne de valeurs de l'industrie forestière et de s'en servir comme cadre d'analyse pour relancer la foresterie durable dans le Bassin du Congo.

L'approche par la "chaîne de valeurs" doit permettre de revaloriser la contribution des différentes parties-prenantes et de comprendre à quels niveaux de la chaîne se créent les revenus

bénéficiant à la conservation des forêts et aux communautés locales. Elle cherche aussi à identifier les freins à une gestion forestière plus responsable.

Les premiers résultats révèlent par exemple des différences assez marquées entre les pays, notamment quant au rôle joué par l'Etat dans la régulation du secteur forestier. Ils indiquent l'existence de trois grilles de légalité pour les produits bois dans les 3 pays, sans qu'aucune de ces grilles ne reconnaisse la fiabilité des deux autres.

Le projet se poursuit cet été par l'animation d'échanges sur les résultats de l'étude avec les acteurs. Cette analyse globale de la filière forestière devra permettre à terme de relancer la gestion forestière responsable dans cette région qui représente une cible prioritaire en termes de conservation pour le WWF. ■

Papier

Une forêt pleine de feuilles

International Paper et WWF ont organisé les 6 et 7 juin dernier un voyage d'étude sur le thème du « papier durable ». Destiné aux partenaires du WWF, il a rassemblé sur une journée et demi une quinzaine de participants, s'intéressant aux multiples formes du papier (graphique, hygiène, recyclé, emballage, etc.). Au programme tout d'abord, un dîner débat autour de deux défis « Produire du papier issu de fibres vierges certifiées FSC françaises » et « Proposer une économie durable du papier à l'heure du numérique et d'usages du bois tout azimuth ». Il a été suivi d'une journée de visites dans la forêt pédagogique certifiée FSC et à l'usine intégrée d'IP à Saillat. Une journée riche d'échanges et d'expériences concrètes. Elle a permis aux entreprises partenaires participantes de toucher du doigt la complexité d'une filière ayant beaucoup investi sur la performance environnementale ces dernières décennies, de la forêt à la feuille de papier. ■



© D. Vallauri

→ LES DÉFIS DE L'ÉCONOMIE VERTE

L'ACTION EN QUELQUES MOTS

La transition écologique est en marche. Le modèle des activités fondées sur les ressources et services des forêts doit être revisité. A commencer par les cycles de production-consommation-recyclage des produits forestiers, pour faire la preuve de leur durabilité.

Innovation

Big brother is watching you*

La déforestation et la dégradation des forêts, c'est loin, ça ne se voit pas depuis la France. Pourtant, ce sont bien des décisions prises ici, d'achats d'huile de palme, de soja, de papier, de bois... qui peuvent avoir des répercussions sur la déforestation de l'Amazonie, la dégradation des forêts de la Sibérie orientale ou les grands incendies en Indonésie.

Aujourd'hui, grâce à la technologie, un acheteur averti en vaut deux. Il peut connaître le contexte de production de son achat, sans bouger de son bureau. De multiples satellites observent en effet la terre tous les jours, et ces données qui étaient difficiles à traiter et chères à acquérir il y a peu, sont devenues des cartes libres de droit, fréquemment renouvelées, utiles à celui qui sait les interpréter. Par exemple, le Global Forest Watch permet de suivre année après année depuis 2000 l'évolution de la couverture forestière. Avec un peu d'expertise du contexte forestier et du produit concerné, nul ne peut plus dire qu'il ne savait pas. ■



* Vos forêts sont sous surveillance

Pour en savoir plus en 1 clic →

Edition

Imprimer en Asie, risques et solutions

La mondialisation touche doublement le monde de l'édition. D'abord, le marché du papier est mondialisé. Y compris dans les papiers « made in France » se trouvent parfois des fibres provenant de contrées tropicales plus exotiques (pâte à papier provenant du Brésil notamment). Ensuite, les éditeurs eux-mêmes délocalisent parfois l'impression de certaines collections de livres. En 2010, plus de 30 000 tonnes de livres ont été importées d'Asie (source : Eurostat). Ce phénomène touche plus particulièrement certains segments de l'édition. Entre 2006 et 2016, près de 15% du nombre de titres français du segment Jeunesse ont été imprimés en Asie (d'après le dépôt légal). Certains éditeurs Jeunesse construisent même leur stratégie de développement quasi exclusivement sur l'impression hors Europe de leurs livres.

Est-ce vraiment sans risques d'un point de vue environnemental ? Pas vraiment, car au-delà des conditions mal connues des imprimeries comme sur le volet social ou celui de la pollution, le papier de bien des livres pourrait provenir en partie de sources illégales, issues de la déforestation ou de la mauvaise gestion des forêts d'Asie ou d'ailleurs. Des études en Allemagne ou aux USA par exemple ont montré qu'un livre pour enfant sur cinq pouvait être impliqué dans la déforestation.

Qu'en est-il des éditions de livres français en Asie ? Nul ne le sait et les éditeurs restent discrets sur le sujet. Une enquête a été lancée mi-juin par le WWF-France auprès d'un échantillon d'éditeurs français.



Pourtant les solutions existent pour éliminer les risques. Tout d'abord, il s'agit de mieux mesurer les risques des pays, des imprimeurs et des papiers utilisés. La relocalisation peut être une solution, mais une autre est l'achat de papier certifié FSC, seul label vraiment fiable dans ces contextes pour éliminer tous risques de lien à la déforestation et à la mauvaise gestion des forêts (plantations industrielles comprises). Dans le cadre de son programme sur le « papier responsable », le WWF France s'intéresse au sujet et s'attache à promouvoir auprès des éditeurs français les bonnes pratiques. A suivre... ■

L'ACTION EN QUELQUES MOTS

Le monde ne suffit pas. Les ressources des forêts sont limitées, le gaspillage n'est plus possible. Apprendre à mieux consommer et recycler fait partie des solutions que chacun peut mettre en œuvre pour préserver les forêts.

Enquête

Distribution : vers une vraie valeur ajoutée ?

En 2016, plus de 200 entreprises, dont 80 distributeurs, ont fait le choix de publiquement s'engager pour une politique "zéro déforestation" de leur approvisionnement. Malheureusement, ces engagements restent trop souvent déclaratifs et peu quantifiables. Allant plus loin, un quart des fabricants et distributeurs appartenant au Consumer Goods Forum se sont aujourd'hui engagés à utiliser des standards de certification crédibles pour la majorité des ressources qu'ils achètent.

Dans un étude publié en 2017, le WWF montre que ces enseignes, qui ont dépassé le simple cadre du respect de la légalité et des engagements "zéro déforestation", peuvent en mesurer les bénéfices économiques et réputationnels de manière tangible, en se différenciant des autres entreprises.

L'étude souligne que ces enseignes contribuent aux changements de comportements par leurs engagements concrets et qu'elles ont une influence sur l'ensemble de la chaîne de valeur, de la forêt à la mise en rayon du produit. 80% des entreprises ont reconnu un impact positif sur leur réputation, plus de 60% sur la satisfaction client et l'engagement des parties-prenantes, et 70% sur l'engagement de leurs salariés.

Le WWF a interrogé plus de 50 acteurs de la grande distribution dans 20 pays, dont plusieurs français ou présents en France. Une série d'entretiens approfondis sur un panel plus restreint et plusieurs cas concrets d'étude sont présentés dans le rapport. Cette étude s'intègre dans un effort plus global de compréhension par le WWF du lien entre le secteur privé et la foresterie responsable. ■

Pour en savoir plus en 1 clic →

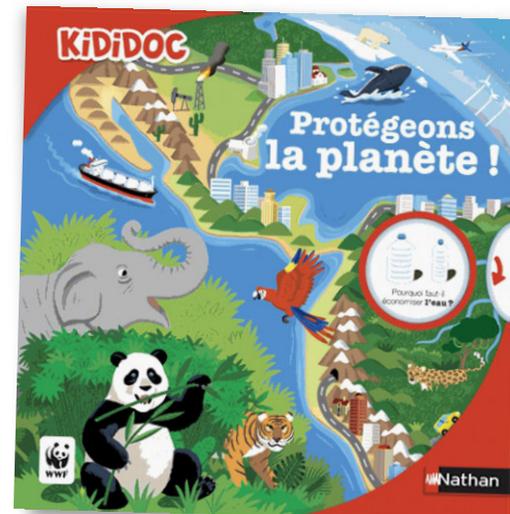


Publication

Education à la nature

Le jeune public est un acteur privilégié des changements de pratiques. Aussi, le WWF tente de transmettre ses messages de manière ludique et encourage les jeunes à comprendre les enjeux de la nature et à changer leurs habitudes au quotidien.

Par exemple, depuis 2007, le WWF et la maison d'édition Nathan sont associés sur certains livres. Deux ouvrages ont d'ores et déjà été co et éco-conçus dans la collection Kididoc ; un troisième, « Le grand livre-jeu pour sauver la planète », verra le jour en fin d'année. Tous cherchent à proposer une approche accessible et amusante pour que l'enfant prenne conscience des enjeux environnementaux majeurs et acquière les meilleurs gestes quotidiens.



Dès 2007, le WWF a souhaité que ces livres soient éco-conçus. Imprimé parfois en Asie, leur impression sur papier certifié FSC était indispensable pour éviter tout lien à l'exploitation illégale du bois, à la déforestation ou à la dégradation des forêts. Depuis, sur le reste de ses collections, le groupe Editis (dont Nathan fait partie) s'engage progressivement pour des éditions sur papier FSC, jusqu'à devenir membre du FSC France en janvier dernier.

Ainsi, les éditeurs comme les enfants deviennent progressivement de petits héros de l'écologie. ■

L'ACTION EN QUELQUES MOTS

Avec le WWF France, les acteurs publics, privés ou la société civile se mobilisent pour les forêts. Actions collégiales, partenariats transformationnels, bénévolat, subventions ou mécénats sont autant de modes d'actions pour agir sur le terrain..

Partenariat

Avec le FSC

FSC (Forest Stewardship Council®) est une organisation non gouvernementale créée en 1993, un an après le Sommet de la Terre de Rio, par la volonté d'un groupe d'entreprises, d'associations environnementales et de représentants des droits sociaux. Face au constat alarmant de la dégradation des forêts dans le monde, sa mission est de créer et promouvoir un système de certification indépendant et performant dans tous les types de forêts (boréales, tropicales et tempérées). Un contrôle régulier des forêts et des entreprises certifiées par une tierce partie indépendante garantit une gestion responsable. Ainsi promues par un label exigeant, les valeurs des forêts sont mieux partagées et préservées.



↑ Découvrez en 1 clic
la vidéo réalisée à l'occasion des 10 ans de FSC France

195
millions d'ha
certifiés FSC
dans 83 pays



Promouvoir une gestion responsable sur le plan environnemental, économique et social n'est toutefois pas une chose facile et immédiate. Forte de près de 25 ans de développement continu dans le monde, la certification FSC représente 195 millions d'ha dans 83 pays et 33 000 entreprises s'y sont engagées quant à leur chaîne de traçabilité. En France, 2017 restera comme une année charnière. Celle des 10 ans d'existence du FSC en métropole mais surtout celle de la promulgation le 15 mai 2017 du premier standard métropolitain de gestion forestière FSC. Après 6 ans d'échanges denses, attentifs et équilibrés entre les chambres économiques, environnementales et sociales, un corpus technique correspondant aux enjeux de toutes les forêts métropolitaines est officiellement promulgué. La certification FSC en France représente d'ores et déjà 39 600 ha et plus de 800 entreprises.

Le WWF appuie le FSC, car il reconnaît ce système de certification comme le seul suffisamment exigeant. Avec France Nature Environnement, WWF a représenté les enjeux environnementaux dans la négociation du standard national.

Pour en savoir plus en 1 clic →

FORÊT VIVANTES La lettre du WWF-France sur les forêts

CONTACT : lettre.foret@wwf.fr

SITE WEB : www.wwf.fr

RÉDACTEURS EN CHEF : Julien Tavernier et Daniel Vallauri

CONTRIBUTEURS :



> Jean Bakouma
Directeur adjoint Production & Consommation durable
jbakouma@wwf.fr



> Emma Do Khac
Chargé de programme Forêts - Nouvelle-Calédonie
edokhac@wwf.nc



> Nicolas Loz de Coëtghourhant
Responsable de partenariats entreprises
nloz@wwf.fr



> Alistair Monument
Directeur international du programme forêt au WWF
amonument@wwfint.org



> Tony Rakoto
Chargé de communication au WWF Madagascar
trakotondramanana@wwf.mg



> Pauline Soudier
Chargé de partenariats entreprises
psoudier@wwf.fr



> Philippe Thibault
Chargé de programme Amazonie française
pthibault@wwf.fr



> Daniel Vallauri
Chargé de programme bois, forêt, papier
dvallauri@wwf.panda.org

MAQUETTE : Sambou-Dubois

Restez connecté (à la nature).

Si vous souhaitez recevoir ou vous désinscrire de la lettre d'information *Forêts vivantes*, merci d'envoyer un mail à : lettre.foret@wwf.fr